

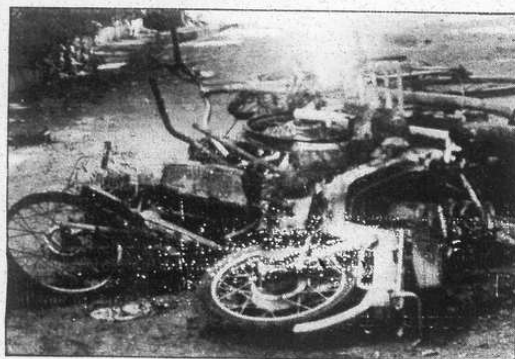
ALI MALI MALI MALI MALI MALI MALI MALI MALI

L'armée descend dans la rue Le Samedi de tous les dangers

C'est une véritable guerre de pierres qui a eu lieu samedi matin entre les éléments de la Police, de la Gendarmerie, de la Garde Républicaine, du Génie, de l'Armée de l'Air et les élèves du Lycée Askia. Après de nombreux jets extrêmement violents les hommes en tenue ont pris d'assaut le Lycée Askia où ils ont brûlé plus de 50 motos, le véhicule du Proviseur, le laboratoire de physique et saqué plusieurs classes. Les blessés par ceinturons et autres objets soignés au Gabriel Touré étaient samedi, un peu après midi au nombre de 47.

Après cette casse, les élèves sont revenus à la charge plus nombreux exigeant qu'on leur livre ceux qui ont saqué leur Lycée. Il y eut ensuite une petite accalmie ponctuée de jets de pierres dans la cour du Ministère de la Défense et c'est pendant ce temps qu'on a vu arriver de Kati

contre les militaires rebelles et le dédommagement des élèves. Vers midi, le Secrétaire général de l'AEEM Oumar Mariko a présidé au Lycée Askia une assemblée générale où il a demandé la réparation des dommages et la punition des coupables. Il a invité les élèves à se mobiliser pour lutter contre «les éléments de Moussa». L'ancien Président a affirmé selon M. Mariko que le Mali après lui sera le Libéria et les Maliens doivent se mobiliser pour éviter cela. Le Président du CNID Maître Mountaga Tall a aussi demandé que les responsables de ces manifestations qui cherchent à destabiliser le pays soient châtiés. Un peu après midi, une réunion a réuni au Ministère de la Défense, le Comité AEEM du Lycée Askia et le Ministre de la Défense au sujet des motos brûlées au Lycée Askia (voir article O. Maiga).



Une cinquantaine de mobylettes parties en fumée

10 h une masse compacte de militaires. Les élèves se regroupèrent et allèrent à leur rencontre. Mais chose curieuse, le choc n'eut pas lieu, les militaires fraternisèrent avec eux et c'est dans la main qu'ils revinrent à la Défense. Certains des militaires ont affirmé aux élèves qu'ils n'avaient rien contre eux et qu'ils étaient là pour les officiers voleurs. D'autres leur ont dit qu'ils avaient appris qu'ils avaient été attaqués et étaient venus à leur aide.

Lucides, beaucoup d'élèves n'ont guère cru à cette version. Pourquoi c'est maintenant disent-ils que vous marchez ? Pourquoi avoir tiré sur nous ? Certains élèves ont exigé qu'on les déshabille assimilant leur action à un sabotage mené par les partisans de Moussa. Même dans les vieilles démocraties disent certains les militaires n'ont pas le droit de marcher.

Tandis que certains élèves faisaient le siège du Ministère de la Défense, d'autres ont commencé à brûler les Commissariats : au 1er Arrondissement, ce sont les motos qui partirent d'abord en fumée, ensuite les véhicules et enfin les documents et les bâtiments. Des pistolets mitrailleurs (8) des lances grenades des grenades lacrymogènes, des caisses de munitions et des casques saisis ont été rapportés par les comités AEEM au Ministère de la Défense.

Le Commissariat du 28 Arrondissement aurait brûlé nous a dit une jeune qui traînait un bidon de 10 l prévoyant qu'il brûleraient tous les Commissariats. Ce qui était facile car tous les Commissariats étaient vides.

Un groupe d'élèves et étudiants s'est rendu vers 11 heures sous la direction du Secrétaire aux Revendications de l'AEEM Oumarou Dicko à la Maison du Peuple pour apporter son soutien au CTSP et exiger la fermeture

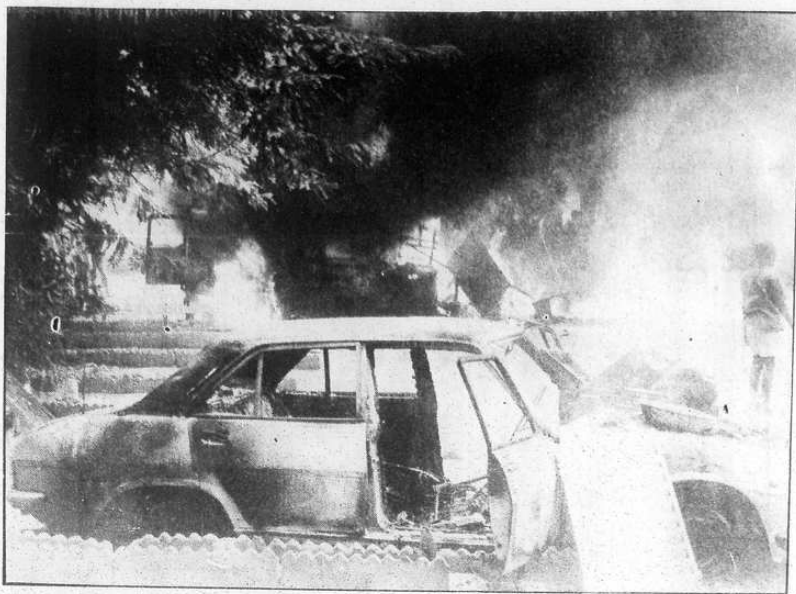
L'Association des Elèves et Etudiants du Mali (AEEM) a fait preuve au cours de cette journée d'une grande mobilisation et d'une grande maturité. Dès que le comité de coordination basé à l'Hôpital Gabriel Touré a appris la grève des policiers, il a immédiatement pris la décision de régler la circulation en plaçant ses éléments aux différents carrefours. Bien que n'ayant jamais fait un tel exercice de leur vie, ils s'en sont bien tirés et dans quelques jours, ils n'auront pas conscience de la situation. En attendant de recevoir des policiers qui vont leur rendre visite.

L'insignifiance marquée par la marche des éléments du Génie et de l'Armée de l'Air vendredi n'a fait que s'accroître avec les casses du samedi. De nombreux citoyens de Bamako considèrent ces manifestations comme des tentatives d'empêcher le changement et se disent prêts à affronter les militaires rebelles pour que le changement se poursuive.

En cours de la journée, un officier le Capitaine Samassa s'est fait remarquer par son courage. Il a été tour à tour avec les élèves qui injuriaient les militaires et les militaires qui insultaient les élèves et criaient «A bas les officiers». Il a tenté en vain de les séparer dialoguant avec les uns et les autres souvent sous une pluie de cailloux.

On a aussi enregistré l'arrivée au Ministère de la Défense du Premier Ministre Soumana SAKO et du Secrétaire général de l'UNTAM Bakary KARAME. Très applaudis par les deux camps, ils se sont entretenus avec les Ministres Touré, Doucoure et Bakary Coulibaly avant de repartir.

Mohamed DICKO



Le Lycée Askia après le passage des casseurs en uniforme



Les heurts violents ont fait une cinquantaine de blessés



Improvvisés agents de la circulation, les élèves s'en sont plutôt bien sortis

hom
der
dins
état
fest

gen
gou
pou
leur
men
pac
les
de M

cent
de l
piéd
pou
de l
pres
les K
l'ent
vaca
leur
leur
léan
poin
tatio
mai
et la
de l'
sur
dans
vices
man
dant

L
essay
mett
ront
desir
les ca
Le m
prend
gouve
ment

L
C

Ch
l'arm
de fu
sons d
à ce r
bituell
Le g
Génie

qu'un m
brûler c
appare
Officier
la gesti
certains
de la vit
de Répu
vention
personne
se prod
d'être ly
Le dé
constitu

La fièvre de la grogne a atteint les hommes en tenue. En effet vendredi dernier les militaires armés de gourdins, de pierres et de ceinturons étaient sortis dans la rue pour manifester contre leurs conditions de vie.

Le lendemain, ce fut au tour des gendarmes, des policiers et des gardes goms de se diriger sur leur ministère pour présenter leurs doléances à leur autorité de tutelle. Malheureusement cette marche partie pour être pacifique finit par un accrochage avec les élèves du Lycée Askia (lire l'article de Mohamed Dicko).

Après ce tohu-bohu ce sont des centaines de militaires de la garnison de Kati qui descendaient la colline à pied, au cri de « bas les Officiers » pour rencontrer eux aussi le ministre de la Défense. Lequel est parvenu à apaiser force cris et gestes à convaincre les Katois de rejoindre leur camp. Dans l'entretien à l'air libre (plutôt dans le vacarme) les soldats de Kati ont mis leur ministre au courant de leurs doléances qui tourmentent autour de trois points essentiels. Il s'agit de l'augmentation du salaire de base à partir de mai 1991, l'amélioration de l'ordinaire et la révision des statuts et règlement de l'Armée (avec un accent particulier sur ce qu'ils ont appelé l'arbitraire dans les punitions, les corvées, les services). Les soldats ont également demandé le départ du Médecin-Chef commandant Sali de l'Hôpital de Kati.

Le ministre Tiécoura Doumbia a essayé de calmer les esprits en promettant que toutes les doléances auront une solution conforme à leurs désirs d'ici le retour de l'Armée dans les casernes prévu pour janvier 1992. Le ministre de la Défense a fait comprendre aux soldats que le CTSP et le gouvernement se penchent sérieusement sur l'avenir de l'Armée dans no-

tre pays. Tout en leur apprenant la visite du Premier Ministre dans tous les camps militaires demain, le Lieutenant-Colonel Tiécoura Doumbia leur a demandé de constituer au sein de tous les camps des délégations qui pourront discuter à partir d'aujourd'hui des mesures à prendre pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Non satisfaits des réponses du ministre les soldats ont menacé de cesser de travailler jusqu'à la visite du Premier Ministre.

Directement après cet entretien le ministre accompagné de son homologue délégué à la Sécurité intérieure le Lieutenant-Colonel Bakary Coulibaly et de tout son staff a reçu les représentants du Comité AEEM du Lycée Askia. Devant ceux-ci, le Lieutenant-Colonel Tiécoura Doumbia s'est engagé au dédommagement de tous les dégâts causés lors des frictions entre élèves de cet établissement et policiers et gendarmes.

Le bilan est lourd plus d'une cinquantaine de motos brûlées, des salles de classe saccagées et plusieurs blessés. Le ministre de la Défense a fait part de son regret aux élèves et a chargé son homologue de la Sécurité intérieure de s'occuper de tout dans le plus bref délai. Celui-ci a abondé dans le même sens que le ministre de la Défense en rappelant aux élèves que la violence n'a jamais réglé les problèmes.

Il est temps, a-t-il dit, que nous restaurions le dialogue entre les jeunes et les services de sécurité, que nous conjuguions nos efforts pour barrer le chemin aux détracteurs de la démocratie naissante dans notre pays. Il a aussi invité chacun à dépasser les difficultés actuelles et à se remettre à l'œuvre de construction du pays.

Les étudiants de l'Ecole de Médecine qui eurent vent également des

Le Ministère de la Défense en ébullition

L'AEEM insiste sur l'assainissement de l'armée

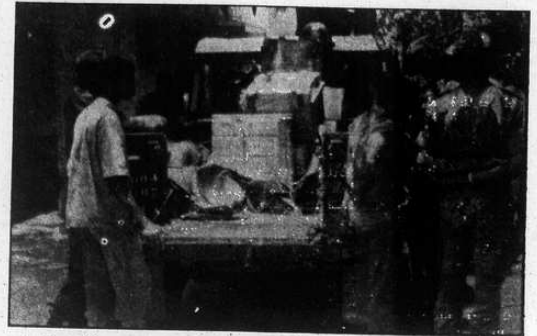
troubles descendirent à leur tour pour venir manifester pacifiquement au ministère de la Défense. Ils furent malheureusement chemin faisant, attaqués par certains éléments de l'Armée qui en tabassèrent plus d'un et saccagèrent leur car. Les représentants de l'Ecole de Médecine avec à leur tête le Secrétaire Général de l'AEEM furent également reçus par le Lieutenant-Colonel Tiécoura Doumbia et sa suite. Le ministre de la Défense et son homologue de la Sécurité Intérieure tinrent le même langage aux étudiants.

Ceux-ci par la voix de M. Oumar Mariko firent comprendre aux deux ministres qu'il faut des mesures politiques pour assainir la situation. L'irritation des élèves et étudiants découle du fait que jusque là certains responsables des crimes commis lors des journées folles continuent à se pavaner et à narquer les populations.

Ce qui entraîne logiquement la frustration des populations qui peuvent penser que ces marches de militaires sont organisées à dessein pour boycotter la grande marche des associations démocratiques prévue pour hier.

« Nous sommes prêts à composer avec les éléments sains de l'armée, mais des mesures doivent être trouvées pour que les criminels ne se promènent plus impunément dans la rue. Ce qui représente une vraie insulte aux populations » dira Mariko pour qui le salut

NDLR : Nos reporters ont vu personnellement leur part dans l'affaire. Chargé de couvrir l'événement, notre journaliste s'est vu arracher ses notes par des militaires (heureusement que la mémoire marche) et s'est fait dire que la presse n'a pas sa place dans les affaires de l'ar-



Les élèves ont ramené les armes enlevées au Commissariat du 1er Arrondissement

du peuple réside dans le châtiment de ceux-là même qui ont commis des crimes contre les masses.

Le ministre de la Défense a déclaré avoir pris acte des déclarations des étudiants qu'il transmettra au président du CTSP. Pour ce qui est des mesures politiques, le Lieutenant-Colonel Tiécoura Doumbia a dit que sa mission au sein du gouvernement transitoire consiste à donner un nouveau visage aux forces armées et de sécurité du Mali. Des Armées qui seront désormais au service du peuple et pour la Défense de l'intégrité territoriale.

O. MAIGA.

Heureusement, les élèves eux connaissent l'importance de la presse. Ceux qui réglaient la circulation au Rond-Point de Gabriel Touré arrêtent le chauffeur militaire en tenue chargé de transporter le journaliste à son lieu de travail. Ce n'est qu'après intervention du journaliste que les jeunes « policiers d'occasion » laissent passer la R.12 dont le chauffeur ne trouva d'autre solution que de se dévêtir et continuer en tricot pendant tout le reste du trajet.

Certains jours à Bamako il ne fait pas bon se trouver en uniforme.

Les débordements étaient-ils prévisibles ?

Chronique d'une montée de fièvre

Chronologiquement l'agitation dans l'armée remonte à la veille de la fête du Ramadan. Certaines garnisons de Kati et de Bamako connaissent à ce moment une effervescence inhabituelle. Au Camp Militaire de Kati, à la Garde Républicaine ainsi qu'au Génie Militaire, les soldats n'avaient

qu'une fond social d'un montant de 23 millions de FCFA aurait été alloué à l'Armée afin de permettre aux hommes de troupe de faire face aux dépenses de la fête. L'argent n'apparaissant pas, sous-officiers et hommes de rang auraient accusé certains de leurs chefs de s'être appropriés de la majeure

partie du fonds qui était remboursable du reste.

Mais les informations que notre Rédaction a recueillies et recoupées nous font croire que tout ce remue-ménage serait d'un quiproquo. Car le fonds en question aurait été réparti entre les différents Etats-Majors et services sans tenir compte du nombre de bénéficiaires potentiels, nombre qui varie de manière importante d'un cas à l'autre. Il ne pouvait donc satisfaire tout le monde.



Les manifestants samedi devant la Défense

Le second épisode des remous dans

l'Armée a eu lieu le week-end de la semaine du 15 au 21 avril et a intéressé la garnison de Kati. Le ministre de la Défense s'est rendu sur place pour rencontrer les soldats. Ceux-ci lui auraient demandé que soient augmentés les frais d'entretien du soldat. Ceux-ci qui sont de 900.000 FCFA annuels devraient selon les hommes du rang être portés à 960.000 FCFA/an. Soit 80.000 FCFA par mois.

Mais il convient de préciser pour ceux qui ne sont pas familiers de la chose militaire que cette somme n'est pas remise au soldat. Elle englobe en principe les frais d'alimentation, de logement, de soins de santé, les dépenses pour l'instruction militaire du soldat et la solde.

A titre d'information, le salaire net d'un soldat de 1ère classe s'élève à 15.000 FCFA et celui d'un soldat de 2è classe à 13.000 FCFA.

Le quatrième acte des remous prendra place à Ségou le jeudi 25 avril à la Base Aérienne dont les éléments auraient été au bord de mutinerie. Ils auraient exigé que leur soient remboursés les 3.000 FCFA qui au début de cette année (en février plus précisément) avaient été prélevés sur leur solde au titre de la Taxe de Développement Régional et Local. Ils auraient appris que leurs collègues de l'Etat-Major de l'Armée de l'Air et ceux de la Base qui avaient subi la même ponction s'étaient vu restituer leur argent.

D'après divers recoupements, il semble acquis que le patron de la Base de Ségou était aussi le Trésorier Général de l'ex-BEC. Il aurait donc fait preuve de zèle et aurait reversé directement dans les comptes de la Commune VI (sur le territoire de laquelle se trouve Ségou) les sommes prélevées au titre de la TDRL.

Cinquième épisode du malaise de l'Armée la « marche pacifique » des éléments du Génie Militaire et de l'Armée de l'Air le vendredi 26 avril. Les soldats dont les deux garnisons sont contiguës avaient refusé d'aller toucher

leurs salaires du mois, salaires déjà disponibles. Ils exigeaient une revalorisation de leurs soldes, ou tout au moins une promesse que cette requête soit examinée favorablement par les autorités.

Les soldats avaient d'abord assiégé la Direction Centrale de l'Intendance Militaire où ils auraient notamment saccagé des parterres. Qu'est ce qui a bien pu motiver cette grogne ? Un peu le fait de l'annonce de la hausse des bourses des étudiants. Mais beaucoup un malaise latent notamment au Génie qui, sur le plan des pertes en vies humaines, a payé un lourd tribut aux événements des 6è et 7è régions. Ceux qui sont revenus du front depuis début avril réclameraient encore les indemnités qui leur sont dues.

Les soldats ont marché pacifiquement jusqu'au ministère de la Défense Nationale où ils ont été reçus par M. Bakary Karambé, Vice-Président du CTSP, Soumana Sako, Premier Ministre et par le Ministre de la Défense Nationale. Les manifestants se sont dispersés après que promesses leur fut faite que leurs revendications seraient prises en compte.

« Des mesures sont prises pour ramener le calme dans les casernes » assure le Lt Colonel T. Doumbia

Le Ministre de la Défense a lancé un appel au calme aux populations de Bamako. « Contrairement à ce que pensent certains, les militaires qui étaient très opprimés sous le régime de Moussa Traoré ont voulu profiter du vent de liberté actuel pour faire connaître les conditions pénibles qui ont été les leurs pendant 23 ans. Ainsi sont ils sortis pour présenter à leur ministre leurs problèmes. La marche des militaires répond donc à la situation exceptionnelle que nous vivons.

Le Ministère de la Défense a pris toutes les dispositions pour que le calme revienne dans les casernes. Déjà des mesures concrètes ont été adoptées pour faire face aux problèmes des sol-

datés et des hommes de troupes. Les militaires sont encore plus heureux de l'arrestation de Moussa Traoré et sont très satisfaits de la situation politique actuelle. Notre devoir est de changer notre armée : en bouclier au service de la nation. Cette nouvelle mission, c'est celle que défend le Ministère de la Défense et avant janvier 92 nul doute qu'elle sera en application.

Le rôle de l'armée ne sera plus d'utiliser les armes contre le peuple. L'armée ne sera plus celle d'un homme ou d'un régime, mais celle qui défendra sa population et l'intégrité du pays. A fin que plus jamais ce qui s'est passé en mars 1991 ne se reproduise plus jamais.

Enquête de la Rédaction de L'ESSOR

Une vigilance permanente et une solidarité sans faille pour préserver l'acquis du 26 Mars

Message aux travailleurs du Lieutenant-Colonel Amadou Toumani Touré à l'occasion du 1er Mai

«Pour les travailleurs du Mali, le PREMIER MAI 1991 revêt une signification toute particulière, en ce qu'il porte désormais le sceau de la dignité retrouvée, au terme d'un dur combat mené aux côtés de notre jeunesse et de l'ensemble des Forces de progrès de notre pays.

L'occasion est donc bonne pour rendre hommage à l'UNION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DU MALI et, à travers elle, à toutes les couches laborieuses de notre pays, pour leur rôle dans l'avènement d'une ère nouvelle de démocratie, de liberté et de justice.

Il y a un an, en optant sans équivoque pour l'ouverture démocratique, votre Centrale Syndicale a démontré une fois de plus, la détermination des travailleurs à assumer pleinement leurs responsabilités devant l'Histoire.

Ceci est à l'honneur de tous les travailleurs de notre pays, dans les usines, dans les champs, dans les bureaux, dans les casernes, dans les écoles, sur les chantiers et partout ailleurs.

TRAVAILLEURS DU MALI, L'ARMÉE MALIENNE se tient résolument à vos côtés, aux côtés des Forces de progrès, pour apporter son appui aux combattants de la liberté et aux artisans du développement.

Le peuple malien et le monde du travail en particulier peuvent compter sur cet appui, non seulement pendant la phase transitoire pour mener à bon terme le processus d'édification d'une démocratie pluraliste dans un Etat de droit, mais aussi après son retour dans les casernes, le 20 Janvier 1992, pour remplir la mission que le peuple lui aura confiée.

TRAVAILLEURS DU MALI, CHERS COMPATRIOTES, Le renversement du régime dictatorial du Général Moussa Traoré a été une grande victoire.

Mais le combat continue, car nous avons encore à lutter non seulement contre le sous-développement aggravé par VINGT-TROIS années de pillage de notre économie, mais aussi contre les Forces rétrogrades qui ne veulent pas de la société nouvelle que nous voulons bâtir.

S'il est vrai qu'il n'y a pas de développement sans démocratie, il faut aussi reconnaître que la démocratie sans développement reste fragile, et qu'il ne peut y avoir de développement sans sécurité, sans paix sociale.

Il faut un minimum de sécurité pour que chacun puisse contribuer efficacement au progrès de la société et en tirer profit; dans le respect des règles arrêtées par la communauté. Il faut un minimum de sécurité

pour reconstruire ce qui a été détruit, relancer l'activité économique et créer des emplois afin de répondre aux aspirations de notre peuple à plus de bien-être.

Mais ne nous y trompons pas. Ceux qui ne veulent pas d'une société démocratique fondée sur la liberté et la justice sociale, sont ceux-là mêmes qui cherchent à opposer les Forces Armées et de Sécurité aux autres couches sociales, à compromettre dangereusement la paix sociale et à créer l'insécurité.

Des mesures viennent d'être prises pour mettre fin aux désordres qui règnent encore dans certaines villes du Mali.

Les Forces Armées et de Sécurité vont reprendre leurs activités normales, et renforcer les patrouilles dans certains secteurs.

Je lance un appel à tous les travailleurs et à l'ensemble de la population, pour qu'ils apportent leur appui aux Unités de maintien de l'ordre — ne l'oublions pas — sont à leur service et travaillent pour que chaque citoyen puisse dormir, circuler et travailler normalement.

Je lance également un appel à certains de nos Frères des 6e et 7e Régions pour qu'ils contribuent eux aussi à l'instauration de la paix, en faisant taire à jamais le langage des armes et de la violence.

TRAVAILLEURS DU MALI, CHERS COMPATRIOTES,

La phase transitoire que nous traversons est décisive. Il nous faut préserver à tout prix les acquis du 26 Mars 1991.

Cela implique une vigilance permanente et une solidarité sans faille des Forces démocratiques et de progrès.

Cela implique aussi et surtout, la confiance des populations dans les Institutions provisoires mises en place.

Cela implique, pour TOUS, des droits tels que définis dans l'ACTE FONDAMENTAL N. 1, mais aussi des devoirs en particulier la discipline, la tolérance et le travail dans la transparence.

Pour leur part, le COMITÉ DE TRANSITION POUR LE SALUT DU PEUPLE ET LE GOUVERNEMENT DE TRANSITION s'investissent entièrement dans l'édification d'une société démocratique d'une société démocratique fondée sur la liberté et la justice sociale.

Ils s'engagent — sans calcul — à assurer la transition vers un multipartisme intégral, et le respect des droits de l'Homme.

Dans ce cadre, il s'agira de faire respecter scrupuleusement les différents échéances politiques à savoir : la

tenue d'une Conférence Nationale et l'organisation des élections municipales, législatives et présidentielle.

Il s'agira aussi de respecter l'engagement que nous avons pris de situer les responsabilités dans les tueries de Janvier et Mars derniers, et de démasquer ceux qui se sont accaparés des richesses de notre peuple en abusant de leurs fonctions.

Les procédures d'enquêtes sont en

Le GOUVERNEMENT s'engage à faire tout ce qui est possible pour l'amélioration de la situation des travailleurs.

Mais nous devons être conscients que toute solution au problème de l'amélioration du niveau de vie des travailleurs passe par la relance de notre économie, sur des bases saines et durables.

De même, le Comité de Transition pour le Salut du Peuple décidera, dans les prochains jours, de la date qui manquera la Journée de la Réhabilitation de tous ceux qui, à des degrés divers, ont contribué d'une manière décisive à l'indépendance de notre pays et à l'édification d'une société libre et démocratique.

Il revient en effet à notre génération de réhabiliter toutes les Grandes Figures qui, animées d'une foi sincère dans le destin de notre peuple, ont marqué l'Histoire de notre pays.

Travailleurs du Mali, Chers compatriotes,

Comme vous le voyez, grâce à votre contribution, une ère nouvelle vient de s'ouvrir pour notre pays. Il vous appartient donc de rester vigilants et fermes pour que cette victoire serve le peuple.

Cela exige la restauration urgente — je ne cessai de le répéter — de l'autorité de l'Etat et de l'érection du travail en CULTe, car il ne saurait y avoir de démocratie stable sans développement, ni de développement sans travail.

Travailleurs du Mali, Chers compatriotes,

Le Premier Mai est également l'occasion de marquer notre solidarité avec tous les peuples qui luttent pour la justice, la liberté et la démocratie.

Les derniers développements politiques à travers le monde et singulièrement en Afrique, nous autorisent en effet à croire en l'avènement de sociétés plus justes.

L'œuvre de reconstruction nationale interpelle désormais tous les acteurs de la vie économique.

Il appartient à chacun, à son poste de travail, de s'investir sans réserve et sans calcul dans cette œuvre exaltante, ne se départissant de toute attitude négative qui ne serait que préjudiciable aux intérêts supérieurs de la Nation.

J'en appelle en conséquence au sens patriotique dont vous avez fait montre chaque fois que la situation l'exige, pour qu'ensemble nous puissions faire du Mali une terre de paix, de justice et de progrès.



Le Lt-Colonel Amadou Toumani TOURE Président du CTSP

cours, et ceux dont la culpabilité sera établie, devront être jugés selon la loi, dans l'esprit de l'Etat de droit.

TRAVAILLEURS DU MALI, Certes, les conséquences des récents événements, conjugués aux effets néfastes d'un environnement économique international défavorable et au pillage de notre économie, ont placé le Monde du Travail dans une situation particulièrement difficile.

Le GOUVERNEMENT a pris en charge, dès son entrée en fonction, le dossier des revendications sociales exprimées par votre Centrale Syndicale en vue d'améliorer la situation des travailleurs et de leur faire assumer toutes leurs responsabilités dans l'œuvre de construction nationale.

L'esprit d'ouverture et de dialogue dans lequel se déroulent les négociations, laisse augurer une solution heureuse aux problèmes posés.

Nos efforts devront nous tendre vers la création de conditions favorables à la reconstruction nationale et au développement.

La réconciliation nationale est l'une de ces conditions. Elle exige de chacun de nous la tolérance et un sens élevé de l'Histoire.

A cet égard, le Comité de Transition pour le Salut du Peuple a déjà décidé de prendre les dispositions requises pour que tous les exilés politiques maliens bénéficient d'une amnistie.

Audience du Premier Ministre

La semaine qui vient de s'achever a été marquée par une intense activité diplomatique à la primature. En effet le Premier Ministre M. Soumana Sako a reçu successivement en audience les ambassadeurs de France, d'Allemagne, d'Algérie, de Chine, d'Arabie Saoudite et de Grande Bretagne ainsi que les représentants résidents du PNUD, de la Banque Mondiale et du FMI; venus lui rendre une visite de courtoisie.

Avec ces interlocuteurs le chef du gouvernement a fait un tour d'horizon de la coopération bilatérale et brossé le tableau de la situation politique et socio-économique du Mali au lendemain des événements du 26 mars dernier.

Une situation caractérisée par la dégradation des infrastructures, la détérioration de l'outil de production et la baisse du niveau de vie.

A cet égard, M. Soumana Sako a rappelé entre autres mandats de son gouvernement, la reconstruction du tissu économique et la rigueur dans la gestion des finances publiques.

En retour, ces différents diplomates ont confirmé leur disponibilité à appuyer le Mali à trouver des solutions appropriées aux problèmes financiers à court et moyen termes.

que et socio-économique du Mali au lendemain des événements du 26 mars dernier.

Une situation caractérisée par la dégradation des infrastructures, la détérioration de l'outil de production et la baisse du niveau de vie.

A cet égard, M. Soumana Sako a rappelé entre autres mandats de son gouvernement, la reconstruction du tissu économique et la rigueur dans la gestion des finances publiques.

En retour, ces différents diplomates ont confirmé leur disponibilité à appuyer le Mali à trouver des solutions appropriées aux problèmes financiers à court et moyen termes.

Réunion de la Commission de réflexion préparatoire de la Conférence Nationale

Le processus d'une véritable démocratisation a franchi mardi dernier à la Caisse Autonome d'Amortissement une importante étape avec la première réunion de la commission préparatoire de la conférence nationale devant définir les règles fondamentales du futur jeu politique.

Créée sous l'autorité du Premier Ministre, la commission de réflexion préparatoire de la conférence nationale doit au cours des prochains jours réfléchir et proposer des mesures relatives à l'organisation, au choix des participants et au bon déroulement des travaux de la conférence nationale.

La conférence nationale (prévue en juillet prochain) décidée par l'Ordonnance n. 1 du CTSP se penchera d'abord sur l'élaboration d'une nouvelle constitution, le code électoral et le code des partis politiques.

La Commission de réflexion préparatoire (voir composition, l'ESSOR du 30 Avril) qui est un organe consultatif, ouvert à toutes les bonnes volontés au cours de sa première réunion de prise de contact et d'information a discuté des modalités de travail. Ainsi selon le ministre délégué auprès du Premier Ministre M. Amadou Mody Diall, la commission doit réfléchir sur les critères de participation à la conférence nationale, les règles de son déroulement, le système de prise de décision de la conférence nationale, les thèmes susceptibles d'être discutés par la conférence et son organisation matérielle entre autres. Des grands axes qui ont été définis à titre indicatif.

Après des suggestions des uns et des autres, des sous-commissions seront créées autour des différents axes. La commission préparatoire qui en principe doit se réunir tous les mardis, démarrage, ses travaux le jeudi prochain.

Un tirage au sort a été effectué pour désigner la commission préparatoire, M. Diall a donné des éclaircissements sur les critères de la désignation des membres, fondés sur le souci de faire participer toutes les sensibilités du pays.

Soumana Sako entame une visite officielle en France

Le Premier Ministre M. Soumana Sako a quitté Bamako pour Paris (France).

Le chef du gouvernement effectuera sa première visite officielle à l'étranger du 1er au 5 mai à la tête d'une importante délégation nationale.

Avec les autorités françaises, le Premier Ministre passera en revue la coopération bilatérale Mali/France.

Par ailleurs M. Soumana Sako souhaitera l'appui de la France dans le cadre des réformes politiques et économiques engagées par notre pays.

A signaler enfin, que la délégation comprend entre autres personnalités le ministre de l'Economie et des Finances, celui des Affaires Etrangères, celui chargé de mission auprès du Premier Ministre et celui délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget.

Ils étaient manifestants dimanche 4 mai à l'occasion de la Journée de la Démocratie du CTSP et re sur les des servatoires ses immédiats.

Les organisations des l'on pouvait narchie non avec la com propres) «tion, tous le «Constitution mission sur de détourn «Aux arrêts aux rumeu vraie».

Derrière lent toute l'occupations qui a bravé que soit ins l'expression litiques, l'ég les vertus car

Partie du tière de Nia de marche emprunté la Fleuve et l'A réunir dans Peuple où e Président du lonel Amadou Premier Minis

Le porte Cheick Ouma observer une moire des n mars 1991, d taires tombés

M. Sissoko les espoirs e la victoire d velant, le se et associatio SP et au go que le pro menacé.

D'autre p ganisations une informac des nume tenus de ma rence, et la ment de l'ady

Elles sont de certains d me resés m de narquer no

Les événés avec une telle brutalité mettions sous nous mêmes nologie de cet

En fait apr s'apercevoir e semence de Gendarmes e groupés, au M demandant d mier Ministre aigre-doux et peu après av arrivée Souma interposé et avait proposé retrouver à l'assemblée gén

Les confes avaient alors e rendez-vous détaché du lycée Askia, b ler leurs moto Pendant qui présentait ses Sako à l'Ecole cette fois qui